

ELECTIONS LEGISLATIVES

des 25 Mai et 1^{er} Juin 1997

STEPHANE WENDLINGER



LE NOUVEL ESSOR DEMOCRATIQUE

Stéphane WENDLINGER

LE NOUVEL ESSOR DÉMOCRATIQUE



Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Je crois qu'il est temps d'inventer autre chose que la mascarade politique que l'on nous sert tous les jours comme si nous étions incapables de raison et de responsabilité.

	<i>Ce que je dénonce</i>	<i>Ce que je vous propose</i>
ÉTAT	Clientélisme et Injustice	Réforme et Impartialité
ÉCONOMIE	Bureaucratie et Assistanat	Initiative et Pleine Activité
SOCIÉTÉ	Inégalité et Immobilisme	Protection et Modernité

Et ce que je vous propose, ce sont surtout des **mesures concrètes**. Contrairement aux autres candidats, je ne vous présente pas du vent, des futilités ou des absurdités mais un véritable **projet de société**, qui nécessite bien plus que les artifices de communication de mes adversaires. Je choisis de vous expliquer mon programme, même si cela implique une écriture en petits caractères. Je fais effectivement appel à votre intelligence et à votre civisme.

Parallèlement à une politique très favorable à l'**initiative privée** qui est le seul vrai moteur de la richesse économique de la nation, le rôle social de l'Etat doit être redéfini. La puissance publique doit garantir un **socle social égalitaire**, en dessous duquel aucun individu ne pourra plus descendre, sauf si c'est son choix personnel. Ce socle comprend **le droit à une activité rémunérée**, le droit à l'**éducation** et à la **formation**, une **pension de retraite décente**, un **logement**, l'accès inconditionnel à la **santé**, la possibilité d'élever des **enfants**. Les principaux mécanismes et les moyens de mettre en place cette nouvelle philosophie politique vous sont présentés au verso. En particulier, je vous expose le changement radical d'optique qui permettrait d'éliminer le chômage supérieur à six mois, la précarité et l'exclusion, mais aussi toutes les perversions du système actuel.

Il nous faut de la **responsabilité**, de la **dignité** et de la **solidarité**, des **traditions** et du **progrès**, des **valeurs** et des **idéaux**. C'est pourquoi nous devons avoir **l'audace pour innover** et la **sagesse pour préserver**. C'est ainsi que nous redonnerons **un sens à la politique et à notre existence**.

Malgré la brièveté de cette campagne électorale, je suis passé dans toutes les communes de la circonscription pour vous rencontrer et vous faire partager mon projet. Satillieu, Saint-Félicien, Serrières, Tournon, Saint-Péray, Saint-Agrève, Lamastre, et Annonay, tous les cantons, sans exception, ont pu ressentir le **dynamisme** de Frédéric Fauconnier, mon suppléant, et de notre **équipe**. Nous avons prouvé notre **efficacité**, notre **originalité** et notre **honnêteté** face aux candidats marginaux et face aux politiciens habituels qui se contenteront médiocrement, s'ils sont élus, de suivre les consignes de leur parti, en ayant pour seul objectif de ramener de Paris quelques subventions pour leur canton d'origine. Nous avons affronté les machines partisanes parce que nous croyons en votre **indépendance d'esprit** et en votre souci de l'**intérêt général**. Dimanche, vous allez élire votre député. Votre choix sera simple.

Ou bien vous allez, encore une fois, voter pour les banals représentants d'étiquettes politiciennes sans avenir. Et rien ne changera.

Ou bien vous allez, en toute liberté, donner un sérieux coup de pouce à un **programme novateur et réfléchi**, en utilisant vos suffrages pour soutenir ma candidature.

J'ai le sentiment que notre Ardèche, terre ancestrale d'équilibre et de créativité, peut porter mon espoir et ma détermination. Pour lancer le **Nouvel Essor Démocratique** dont la France a vraiment besoin, je demande votre appui, dès maintenant.

Stéphane Wendlinger

Stéphane WENDLINGER 28 ans, marié, de père alsacien et de mère ardéchoise Ingénieur de l'Ecole Centrale de Lyon Diplômé de Sciences Politiques Professeur de Mathématiques Habitant de Quintenas	Suppléant : Frédéric FAUCONNIER 25 ans, créatif publicitaire Auteur de nouvelles littéraires Président d'association culturelle Habitant de Guilherand-Granges
Permanence électorale : 1, montée du Château - 07100 ANNONAY - Tél/Fax 04 75 32 13 29	

ÉTAT

Réforme

- Utiliser de **nouvelles méthodes** de gestion et de management pour sortir l'administration de son archaïsme bureaucratique : aplanir les hiérarchies pour responsabiliser les personnes, pratiquer des **audits réguliers** sur l'organisation et les finances de l'Etat, limiter la paperasserie administrative, réduire le pouvoir uniformisé des énarques.
- Renforcer les **grands services publics** (éducation, justice, santé, sécurité) en y transférant les emplois publics gagnés dans la réorganisation de l'administration.
- Poursuivre la **construction européenne**, y compris le passage à la monnaie unique. Même si cette construction nécessite des améliorations, il n'y a pas d'autre voie pour peser face à la domination des Etats-Unis, du dollar et des spéculateurs financiers, qui est la vraie menace contre notre **souveraineté**.

Impartialité

- Etre impitoyable lorsque l'**honnêteté** des politiciens est mise en cause, en donnant à la justice une indépendance réelle.
- Exiger l'**exemplarité** du comportement des politiciens, qui demandent des efforts à la population alors qu'ils profitent de l'appareil d'Etat en toute impunité.
- Clarifier et repenser la dépense publique en l'axant sur la **responsabilité**, la **dignité** et la **solidarité**.

ÉCONOMIE

Initiative

- Libérer l'entreprise du giron étatique : **simplifier** la législation et les formalités d'embauche, supprimer les subventions (sauf création d'entreprise) et les contrats aidés, qui faussent l'économie et n'apportent rien contre le chômage. C'est ainsi que la politique pourra reprendre ses droits sur l'économie.
- Redynamiser l'emploi peu qualifié : **réduire les charges** sur les bas salaires grâce à une augmentation de celles-ci sur les très hauts salaires.
- Encourager l'**esprit d'entreprise** : stimuler un dialogue social constructif en unifiant la représentation syndicale dans l'entreprise ; allouer un capital-initiative de 50.000 F aux créateurs d'entreprise de moins de 25 ans.

Pleine Activité

- Créer, à côté du privé et du public, un **troisième secteur d'emploi** : le secteur public. Il faut résolument sortir des politiques de l'emploi pratiquées depuis plus de vingt ans qui n'ont prouvé que leur incapacité à résoudre le problème dramatique du chômage. Quant à la réduction obligatoire du temps de travail, elle constitue un risque majeur pour notre économie si elle n'est instituée qu'au niveau national. Pour préserver la compétitivité internationale de nos entreprises, cette mesure ne peut être envisagée qu'au niveau européen, voire mondial.
- Ces nouveaux emplois publics procurent un revenu net annuel de 50.000 F pour 32 heures d'activité hebdomadaire. Il s'agit de **contrats à durée indéterminée**, passés par les collectivités locales et les associations. Mais les employés publics doivent parallèlement rechercher un emploi privé ou public, comme dans le système ANPE actuel et peuvent être licenciés s'ils ne satisfont pas à cette obligation. Les **activités** ainsi rémunérées concernent l'éducation (notamment soutien scolaire), le social (notamment aide aux personnes âgées et aux handicapés), l'environnement, l'humanitaire, l'art, la sécurité. Ces domaines ont des besoins non seulement énormes, mais extensibles à souhait. L'emploi public peut également consister à suivre une **formation** et à élever au moins trois **enfants** (salaire parental pour la mère ou le père).
- Dans un premier temps, il est possible de financer **3 millions d'emplois publics** pour les chômeurs de longue durée, les jeunes en difficulté, les bénéficiaires du RMI et de CES (ces deux systèmes défectueux sont donc supprimés). L'Etat prend leurs salaires entièrement en charge par la réforme intégrale du système actuel de lutte contre le chômage. Les frais très restreints de gestion et de fonctionnement sont pris en charge par les collectivités, en particulier les conseils généraux, qui voient naturellement en contrepartie leurs dépenses sociales grandement diminuer. Le salaire public annuel brut étant de 60.000 F (car l'employé public cotise et contribue à renflouer la Sécurité Sociale ; l'employeur public est exonéré de charges), le coût global de cette mesure est donc finalement égal à 3 millions x 60.000 F = 180 milliards de francs. Or la politique actuelle de l'emploi coûte plus de 250 milliards, sans compter les dépenses indirectes (assistance sociale et médicale, délinquance, banlieues), pour un résultat nul. Nous voyons bien qu'avec de la volonté et de l'imagination, il est possible de réagir. De plus, l'analyse macro-économique montre que l'emploi public est un formidable outil de croissance, qu'il favorise la reprise dans le secteur privé et permet de répondre à beaucoup d'autres problèmes que le chômage. C'est pourquoi l'ambition réelle est à terme de faire de l'emploi public un **droit**, et de réaliser ainsi la pleine activité qui supprime chômage supérieur à six mois, précarité et exclusion. Ce changement profond permet enfin de sortir à la fois de l'indifférence et de l'assistanat.

SOCIÉTÉ

Protection

- Poursuivre une politique ferme mais raisonnable de reconquête et de protection de l'environnement : inciter fiscalement à l'utilisation de **techniques non polluantes** (automobiles, industrie, agriculture), débloquer la recherche et la législation restrictive concernant l'utilisation des **énergies renouvelables**, appuyer les programmes d'assainissement et de tri sélectif.
- Sauver le **petit commerce**, les **entreprises artisanales**, les petites et moyennes **exploitations agricoles** qui participent tant à la qualité du cadre de vie : réduire leurs charges, mieux contrôler la gestion de leurs caisses sociales, orienter la politique agricole commune vers une répartition plus équitable des aides.
- Rééquilibrer les **pensions de retraite** et anticiper les déficits catastrophiques : les cotisations obligatoires, en baisse, assureraient à tout le monde, par répartition, une pension égale au SMIC ; les cotisations volontaires auprès d'organismes privés permettraient le supplément. Globalement, les cotisations resteraient au niveau actuel mais le système serait plus égalitaire, responsable et efficace. Les droits acquis par la répartition actuelle seraient bien sûr maintenus.

Modernité

- Pousser la construction des **réseaux**, qu'ils concernent les transports ou l'informatique, car la capacité de communication et d'information est le pétrole de l'avenir. Les **nouvelles technologies**, qui permettent le **télétravail**, aideront au repeuplement de nos campagnes.
- Continuer le mouvement de **décentralisation**, en faisant descendre non seulement les compétences, mais aussi les moyens budgétaires, pour limiter l'augmentation des impôts locaux. A noter que l'emploi public est un moyen de ramener de l'activité dans les communes rurales isolées ou désertifiées.
- Améliorer le **système éducatif** : dans le primaire, individualiser davantage l'apprentissage de la lecture et de l'écriture pour les élèves en difficulté grâce à l'emploi public ; au collège, cadrer les cours magistraux dans la matinée pour consacrer l'après-midi aux disciplines sportives, manuelles, culturelles et artistiques ; relier plus efficacement établissements scolaires, universités et entreprises.